

BORDEREAU INPI - DEPOT D'ACTES DE SOCIETES

Vos références :

Nos références : n°de dépôt : **A2005/007328**
n°de gestion : **1994B03097**
n°SIREN : **398 482 448 RCS Lyon**

Le greffier du Tribunal de Commerce de Lyon certifie avoir procédé le 12/04/2005 à un dépôt annexé au dossier du registre du commerce et des sociétés de :

ABAX CONSEILS société à responsabilité limitée

8 avenue Henri Barbusse 69190 st Fons -FRANCE-

Ce dépôt comprend les pièces suivantes :

statuts mis à jour (2 exemplaires)
procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire (2 exemplaires)
acte sous seing privé (2 exemplaires)

Concernant les évènements RCS suivants :

Modification relative aux dirigeants d'une société
cession de parts

✓

ABAX Conseils
Société à responsabilité limitée
Au capital de 10.000 euros
Siège social : 8 avenue Henri Barbusse
Saint-Fons (Rhône)
RCS : LYON B 398 482 448

STATUTS Modifiés et mis à jour au 31 Décembre 2004
--

Article 1^{er} – FORME

Il existe entre les propriétaires des parts créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur sur les sociétés à responsabilités limitée, par l'ordonnance du 19 septembre 1945, et par les présents statuts.

Article 2 – DENOMINATION

La dénomination de la société est : ABAX Conseils

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre et sur la liste des commissaires aux comptes sous sa dénominations sociale.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société à responsabilité limitée » ou des initiales « S.A.R.L », de l'énonciation du montant du capital, et faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes où la société est inscrite.

Article 3 – OBJET

La société a pour objet, dans tous pays, l'exercice de la profession d'expert comptable et de commissaire aux compte.

Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à cet objet, à l'exception de toute activité commerciale, qu'elle soit exercée directement ou par personne interposée.



Elle peut notamment sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre, prendre des participations financières dans des entreprises de toutes nature, ayant pour objet l'exercice des activités visées par les articles 2 et 22, al.7 de l'ordonnance du 19 septembre 1945, modifiée par la loi du 8 août 1994, sans que cette détention constitue l'objet principal de son activité. Aucune personne ou groupement d'intérêts ne peut détenir, directement ou par personne interposée, une partie de son capital ou de ses droits de vote de nature à mettre en péril l'exercice de ces professions ou l'indépendance de ses associés, ainsi que le respect, par ces derniers, des règles inhérentes à leur statut ou à leur déontologie.

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé au 8 avenue Henri Barbusse à Saint-Fons (Rhône).
Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de la gérance, et en tout autre lieu suivant décision extraordinaire des associés.

Article 5 – DUREE

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

Article 6 – APPORTS

- Monsieur RUEDAS Dominique apporte à la société	
la somme en espèces de vingt-quatre mille neuf cent cinquante francs	24.950 francs
- Mademoiselle VAN AN NGUYEN Marie-Laure apporte à la société	
la somme en espèces de vingt-quatre mille neuf cent cinquante francs.....	24.950 francs
- Madame BIDEAU Annick apporte à la société	
la somme en espèces de cent francs.....	100 francs
Soit ensemble la somme totale de cinquante mille francs.....	
50.000 francs	

Cette somme de cinquante mille francs a été, dès avant ce jour, déposée à la banque du crédit agricole du sud-est, agence de Lyon Roosevelt, 26 cours F Roosevelt Lyon 6ème, à un compte ouvert au nom de la société en formation sous le numéro 78903359.

Elle ne pourra en être retirée par la gérance avant l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.

Aucun associé n'étant marié sous le régime de la communauté des biens, les dispositions de l'article 1832-2 du code civil n'ont pas trouvé application.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

W

Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros. Il est divisé en cinq mille parts égales de 2 euros chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux, en proportion de leurs apports respectifs, de la manière suivante :

à Mademoiselle VAN AN NGUYEN Marie Laure 4.990 parts	
numérotées de 1 à 4.990 inclus, soit :.....	4.990 parts
à Monsieur FONTANA Didier 10 parts sociales,	
numérotées de 4991 à 5000 inclus, soit :.....	10 parts
Total du nombre de parts sociales composant le capital social	
soit cinq mille parts.....	5.000 parts

Article 8 – FORME DES PARTS – LISTE DES ASSOCIES – REPARTITION DES PARTS

Les parts sont nominatives. La liste des associés sera communiquée au Conseil régional de l'Ordre des experts-comptables, ainsi que toute modification apportée à cette liste. La liste des associés sera également communiquée à la Commission régionale d'inscription des commissaires aux comptes, ainsi que toute modification apportée à cette liste. Elle sera tenue à la disposition des pouvoirs publics et de tous tiers intéressés.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles de quotités de parts sociales que doivent détenir les professionnels experts comptables et commissaires aux comptes.

Article 9 – AUGMENTATION OU REDUCTION DU CAPITAL ET NEGOCIATION DES ROMPUS

Les augmentations du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus », les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles. En cas de réduction du capital par réduction du nombre de titres, les associés sont tenus de céder ou d'acheter les titres qu'ils ont en trop ou en moins, pour permettre l'échange des parts anciennes contre les parts nouvelles.

Dans tous les cas, la réalisation de ces opérations d'augmentation ou de réduction du capital doit respecter les règles déontologiques rappelées à l'article 8 sur les quantités de parts que doivent détenir les professionnels experts-comptables et commissaires aux comptes.

Toute personne n'ayant pas déjà la qualité d'associé ne peut entrer dans la société, à l'occasion d'une augmentation du capital, sans être préalablement agréée par les associés, conformément aux dispositions des articles 7-6° et 11-6° de l'Ordonnance du 19 septembre 1945 et de l'article 218, alinéa 6, de la loi du 24 juillet 1966.

Article 10 – TRANSMISSION DES PARTS

1 TRANSMISSION ENTRE VIFS

Toutes les transmissions de parts entre vifs, à quelque titre que ce soit, même celles qui se font au profit d'un associés, ne peuvent être réalisées qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales, cette double majorité comprenant la personne et les parts de l'associé cédant . Ces dispositions s'appliquent alors

même que le projet de transmission ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit de parts sociales.

Le projet de cession est notifié à la société et à chacun des associés par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, indiquant l'identité du cessionnaire proposé ainsi que le nombre de parts dont la cession est soumise à agrément. Dans le délai de huit jours de la notification qui lui a été faite, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession prévues à l'alinéa précédent, le consentement à la cession est réputé acquis. Si la société a refusé de consentir à la cession, le cédant peut, dans les huit jours de la notification du refus qui lui est faite, signifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception qu'il renonce à son projet de cession. A défaut de renonciation de sa part, les associés doivent, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil. Ce délai de trois mois peut être prolongé une seule fois, à la demande de la gérance, par décision du président du tribunal de commerce statuant sur requête. Le prix est payé comptant, sauf convention contraire entre les parties. Si le cédant y consent, la société peut également, dans le même délai, racheter les parts au prix déterminé dans les conditions ci-dessus, en réduisant corrélativement son capital du montant de leur valeur nominale. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans, peut, dans ce cas, sur justification, être accordé à la société par ordonnance de référé rendue par le président du tribunal de commerce. Les sommes dues portent intérêt au taux égal.

Pour assurer l'exécution de l'une ou l'autre des solutions ci-dessus, la gérance doit notamment solliciter l'accord du cédant sur un éventuel rachat par la société, centraliser les demandes d'achat émanant des associés et les réduire éventuellement en proportion des droits de chacun d'eux dans le capital si leur total excède le nombre de parts cédées. A l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, lorsqu'aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts sociales depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts. Dans tous les cas où les parts sont acquises par les associés ou les tiers désignés par eux, notification est faite au cédant, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée huit jours à l'avance, de signer l'acte de cession.

S'il refuse, la mutation est régularisée d'office par la gérance ou le représentant de la société, spécialement habilité à cet effet, qui signera en son lieu et place l'acte de cession. A cet acte, qui relate la procédure suivie, sont annexées toutes pièces justificatives.

La procédure ci-dessus s'applique même aux adjudications publiques volontaires ou forcées. L'adjudicataire doit en conséquence notifier le résultat de l'adjudication dans les conditions imparties, comme s'il s'agissait d'un projet de cession. Toute admission d'un nouvel associé étant soumise à l'agrément préalable des associés conformément aux dispositions prévues ci avant dans les statuts et au présent article, aucun consentement préalable donné à un projet de nantissement de parts sociales ne peut emporter à l'avance agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts nanties.

N

2 TRANSMISSION PAR DECES

En cas de décès d'un associé, ses héritiers ou ayant droit ne deviennent associés que s'ils ont reçu l'agrément de la majorité en nombre des associés survivants. Même s'il est déjà associé, l'héritier ou l'ayant droit d'un expert-comptable associé ne peut, sans l'agrément de ladite majorité, recueillir les parts de son auteur s'il n'a pas la même qualification professionnelle que celui-ci.

Tout héritier ou ayant droit doit justifier, dans les meilleurs délais, de ses qualités héréditaires et dans son état civil auprès de la gérance qui peut toujours exiger la production d'expéditions ou d'extraits de tous actes notariés établissant ces qualités. Tout acte de partage d'une indivision successorale est valablement notifié à la société par le copartageant le plus diligent. Si les droits hérités sont divis, l'héritier ou l'ayant droit notifie à la société une demande d'agrément en justifiant de ses droits et qualités. Dans l'un et l'autre cas, si la société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois de la réception de la notification, l'agrément est réputé acquis. Si tous les indivisaires sont admis à l'agrément, la société peut, sans attendre le partage, statuer sur leur agrément global ; de convention essentielle entre les associés elle peut aussi, à l'expiration d'un délai de six mois à compter du décès, demander au juge des référés du lieu de l'ouverture de la succession de mettre les indivisaires en demeure, sous astreinte, de procéder au partage. Lorsque les droits hérités sont divis, elle peut se prononcer sur l'agrément même en l'absence de demande de l'intéressé.

La notification du partage ou de la demande d'agrément et celle de la décision de la société sont faites par envoi recommandé avec l'avis de réception ou par acte extrajudiciaire. Dans tous les cas de refus d'agrément, les associés ou la société doivent acquérir ou faire acquérir les parts de l'héritier ou ayant droit. Il est fait application des dispositions ci-dessus prévues dans l'hypothèse d'un refus d'agrément en cas de transmission entre vifs, les héritiers ou ayants droit non agréés étant substitués au cédant. Si aucune des solutions prévues par ces dispositions n'intervient dans les délais impartis, l'agrément est réputé acquis.

3 LIQUIDATION D'UNE COMMUNAUTE DE BIENS ENTRE EPOUX

En cas de dissolution de communauté par le décès de l'époux associé, le conjoint survivant et tous les héritiers doivent être agréés conformément aux dispositions prévues en cas de transmission par décès. Il en est de même pour les héritiers, si la liquidation résulte du décès du conjoint de l'époux associé, sans préjudice du droit qu'obtiendrait ce dernier, lors de la liquidation de la communauté, de conserver la totalité des parts inscrites à son nom.

Sous cette même réserve, la liquidation de communauté intervenant du vivant des époux ne peut attribuer définitivement au conjoint de l'associés des parts sociales, que si ce conjoint est agréé à la majorité des associés, la procédure d'agrément étant soumise aux conditions prévues comme en matière de transmission entre vifs. A défaut d'agrément, les parts ainsi attribuées doivent être rachetées dans les conditions susvisées, le conjoint associé bénéficiant toutefois d'une priorité de rachat pour assurer la conservation de la totalité des parts inscrites à son nom.

4 AGREMENT DU CONJOINT COMME ASSOCIE DURANT LA COMMUNAUTE DE BIENS

Si, durant la communauté de biens existant entre deux époux, le conjoint de l'époux associé notifie son intention d'être personnellement associé, postérieurement à l'apport ou à l'acquisition de parts effectué par son conjoint associé, conformément aux dispositions de

l'article 1832-2 du Code Civil, il doit être agréé par une décision prise à la majorité des parts sociales après déduction des parts de l'époux associé qui ne participe pas au vote.

Article 11 – EXCLUSION D'UN PROFESSIONNEL ASSOCIE

Le professionnel associé radié du Tableau ou sur la liste des commissaires aux comptes cesse d'exercer toute activité professionnelle au nom de la société à compter du jour où la décision prononçant la radiation est définitive. Il dispose d'un délai de six mois à compter du même jour, pour céder tout ou partie de ses parts afin que soient maintenues les quotités fixées à l'article 8 pour la participation des professionnels dans le capital. Il peut exiger que le rachat porte sur la totalité de ses parts ; et ce rachat total peut aussi lui être imposé par l'unanimité des autres associés. Le prix est, en cas de contestation, déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

Article 12 – INDIVISIBILITE ET DEMEMBREMENT DES PARTS SOCIALES

Chaque part est indivisible à l'égard de la société.

Pendant la durée de l'indivision, pour le calcul de la majorité en nombre lorsqu'elle est requise, chaque indivisaire compte comme associé s'il n'est pas soumis à l'agrément. Il en est de même de chaque nu-propriétaire.

Les copropriétaires de parts sociales indivises sont représentés par un mandataire unique, choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du plus diligent.

Le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices, où il est réservé à l'usufruitier.

Les parts indivises ou dont la propriété est démembrée ne sont considérées comme détenues par des professionnels, pour l'application des dispositions de l'article 8, que si tous les indivisaires ou le nu-propriétaire et l'usufruitier sont, suivant la règle à appliquer, experts-comptables.

Article 13 – RESPONSABILITE LIMITEE DES ASSOCIES

Sous réserve des dispositions légales les rendant temporairement solidairement responsables, vis à vis des tiers, de la valeur attribuée aux apports en nature, les associés ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels associés gardent leur responsabilité personnelle à raison des travaux qu'ils réalisent au nom de la société.

Article 14 – GERANCE

La société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, choisis parmi les associés inscrits à l'Ordre des experts-comptables et sur la liste des commissaires aux comptes, et nommés, pour une durée limitée ou non, par décision adoptée par un ou plusieurs associés

W

représentant plus de la moitié des parts sociales. Chacun des gérants a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

Dans leurs rapports entre eux et avec leurs coassociés les gérants ont les pouvoirs nécessaires, dont ils peuvent user ensemble ou séparément, sauf le droit pour chacun de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue, pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social, dans l'intérêt de la société. Toutefois, les emprunts à l'exception des crédits en banque et des prêts ou dépôts consentis par les associés, les achats, échanges et ventes d'immeubles, les hypothèques et nantissements, toutes conventions ayant pour objet un droit de présentation à une clientèle, toutes prises de participations compatibles avec l'objet social dans d'autres sociétés, ne peuvent être faits ou consentis qu'avec l'autorisation des associés aux conditions de majorité ordinaire.

Révocable par décision ordinaire de la collectivité des associés prise à la majorité des parts sociales, le gérant peut résigner ses fonctions, mais seulement trois mois après la clôture d'un exercice, en prévenant les associés trois mois au moins à l'avance, sauf accord contraire de la collectivité des associés prise à la majorité ordinaire.

Chaque gérant a droit à un traitement fixe ou proportionnel ou fixe et proportionnel déterminé par décision collective ordinaire des associés ; il a droit en outre au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 15 – DECISIONS COLLECTIVES

La volonté des associés s'exprime par des décisions collectives qui, régulièrement prises obligent tous les associés. Elles sont qualifiées d'extraordinaires quand elles entraînent une modification des statuts et d'ordinaires dans tous les autres cas. Elles résultent, au choix de la gérance, d'une assemblée générale ou d'une consultation écrite des associés ; toutefois la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation des comptes de chaque exercice ou la réduction du capital.

Les assemblées sont convoquées dans les conditions prévues par la loi et les règlements. Pour justifier de leur présence, une feuille de présence est émarginée par les membres de l'assemblée. Toutefois, le procès-verbal de l'assemblée en tient lieu lorsqu'il est signé de tous les associés présents.

Les consultations écrites se déroulent selon les modalités précisées par les textes légaux et réglementaires, le vote par écrit étant, pour chaque résolution, formulé par les mots « oui » ou « non ».

Enfin, la volonté unanime des associés peut être constatée par des actes, sauf si la tenue d'une assemblée est légalement obligatoire.

Article 16 – MAJORITES

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation ou réunion, les associés sont consultés une deuxième fois et les décisions sont

alors valablement adoptées à la majorité des votes émis. Toutefois, la majorité représentant plus de la moitié des parts sociales reste toujours requise s'il s'agit de statuer sur la nomination ou la révocation d'un gérant associé ou non, la modification corrélative de l'article de statuts où figurerait son nom étant réalisée dans les mêmes conditions. Sous réserve des exceptions précisées par la loi, la modification des statuts est décidée par les associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Article 17 – ANNEE SOCIALE

L'année sociale commence le 1^{er} septembre et finit le 31 août.

Exceptionnellement, le premier exercice comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 août 1995.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la société seront rattachés à cet exercice.

Article 18 – AFFECTATION DES RESULTATS ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours, si pour une cause quelconque, la réserve est descendue au dessous de ce dixième. Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté des reports bénéficiaires. Ce bénéfice est à la disposition de l'assemblée qui, sur la proposition de la gérance, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividende proportionnellement aux parts. En outre, l'assemblée générale peut décider la distribution de réserves dont elle a la disposition ; sa décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation, pouvant exister, n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 19 – CONTESTATIONS

En cas de contestation, soit entre la société et l'un de ses clients, soit entre les associés, les gérants, les liquidateurs et la société, soit entre les associés eux-mêmes, la société s'efforcera avant tout recours contentieux de faire accepter l'arbitrage du président du conseil régional de l'Ordre des experts-comptables.



Article 20 – NOMINATION DE LA GERANCE

- Mademoiselle VAN AN NGUYEN Marie-Laure, demeurant à MIRIBEL (Ain), 1014 Montée Neuve, née le 26 mars 1962 à LYON, de nationalité française, célibataire, membre de l'Ordre des experts-comptables de la Région Lyon-Rhône-Alpes.
La gérante ainsi nommée est tenue de consacrer tous le temps nécessaire aux affaires sociales.

Article 21 – JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES – ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION – FRAIS

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Les gérants sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux. Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'assemblée ordinaire des associés, postérieurement à l'immatriculation de la société au registre du commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation du premier exercice social.

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des « frais d'établissement » et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de dividendes.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à un associé ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de tous autres pièces qui pourraient être exigées.

Fait à Saint-Fons, le 31 décembre 2004

Copie certifiée conforme : la gérance


Marie-Laure VAN AN NGUYEN

CESSION DE PARTS SOCIALES

Les soussignés :

Madame Annick BIDEAU,
demeurant, 31 rue Duguesclin 69006 Lyon

Née à Creutzwald le 15 Décembre 1950, de nationalité française,

Divorcée

**ci-après dénommé "le cédant",
d'une part,**

ET

Monsieur Didier FONTANA,
Demeurant 1014 montée neuve 01700 MIRIBEL,

Né à Saint Fons (Rhône), le 11 Février 1961, de nationalité française,

Célibataire

**ci-après dénommée "le cessionnaire",
d'autre part,**

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à LYON du 29 septembre 1994, enregistré à la Recette des impôts Lyon 6ème Arrt, bordereau 857 n°1, il existe une société à responsabilité limitée dénommée ABAX Conseils, au capital de 10 000 Euros, divisé en 5 000 parts de 2 Euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 8 Avenue Henri Barbusse, 69190 SAINT FONTS, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 398 482 448. La société ABAX Conseils a pour objet principal l'exercice de la profession d'expert comptable et de commissaire aux comptes.

Le cédant possède 10 parts sociales de 2 Euros chacune qui lui ont été attribuées en représentation de son apport en numéraire lors de la constitution de la société.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :



CESSION

Par les présentes, Madame Annick BIDEAU cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit **et sans garantie d'actif et de passif**, à Monsieur Didier FONTANA qui accepte, Dix (10) parts sociales de 2 Euros numérotées de 4991 à 5000 lui appartenant dans la Société.

Monsieur Didier FONTANA devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société qu'il déclare bien connaître pour être associé qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de QUARANTE Euros (40 Euros), que Monsieur Didier FONTANA a payé à l'instant même à Madame Annick BIDEAU, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

DONT QUITTANCE

DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant déclare :

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.



AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 10 des statuts, cette cession, bien que réalisée entre associés, est soumise à l'agrément des associés.

Intervient aux présentes :

Madame Marie Laure VAN NGUYEN

seule autre associé de la Société, laquelle, après avoir pris connaissance de la présente cession, déclare y donner son consentement.

En conséquence, les associés sont convenus de modifier l'article 7 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 7 - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE euros. Il est divisé en cinq mille parts égales de 2 euros chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux de la manière suivante :

Madame Marie-Laure VAN AN NGUYEN,.....	4 990 parts sociales
Monsieur Didier FONTANA	10 parts sociales

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 5 000 parts sociales

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société ABAX Conseils est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS.

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.



FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

Fait à SAINT FONS

Le 8 mars 2004

En SIX originaux

Le Cédant
Madame Annick BIDEAU*

Le Cessionnaire
Monsieur Didier FONTANA

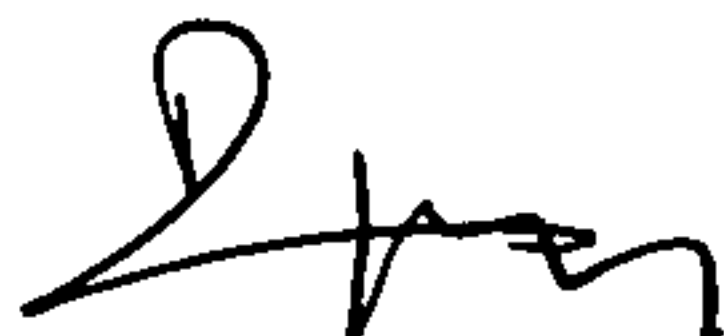
Bon pour cession de 10 (dix)
parts sociales.





DUPLICATA

Madame Marie Laure VAN NGUYEN



Enregistré à : RECETTE ELARGIE DES IMPOTS LYON VENISSIEUX
Le 06/04/2004 Bordereau n°2004/319 Case n°30 Ext 1627
Enregistrement : 75 €
Timbre : 72 €
Total liquidé : cent quarante-sept euros
Montant reçu : cent quarante-sept euros
L'Agent



Martine SCHMITT
Agente

* Signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour cession de dix (10) parts sociales »

CESSION DE PARTS SOCIALES

Les soussignés :

Monsieur Dominique RUEDAS,
demeurant, 114 rue Mazenod 69003 Lyon

Né à ORAN (Algérie), le 19 septembre 1961, de nationalité française,

Célibataire

**ci-après dénommé "le cédant",
d'une part,**

ET

Madame Marie-Laure VAN AN NGUYEN,
demeurant, 1014 Montée Neuve 01700 Miribel

Née à LYON 5^{ème} (Rhône), le 26 mars 1962, de nationalité française,

Célibataire

**ci-après dénommée "le cessionnaire",
d'autre part,**

Ont préalablement à l'acte de cession de parts sociales, objet des présentes, exposé ce qui suit :

Suivant acte sous seings privés en date à LYON du 29 septembre 1994, enregistré à la Recette des impôts Lyon 6ème Arrt, bordereau 857 n°1, il existe une société à responsabilité limitée dénommée ABAX Conseils, au capital de 10 000 Euros, divisé en 5 000 parts de 2 Euros chacune, entièrement libérées, dont le siège est fixé 8 Avenue Henri Barbusse, 69190 SAINT FONS, et qui est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 398 482 448. La société ABAX Conseils a pour objet principal l'exercice de la profession d'expert comptable et de commissaire aux comptes.

Le cédant possède 2.495 parts sociales de 2 Euros chacune qui lui ont été attribuées en représentation de son apport en numéraire lors de la constitution de la société.

Ceci exposé, ils ont convenu et arrêté ce qui suit :

W
J
AB

CESSION

Par les présentes, Monsieur Dominique RUEDAS cède et transporte, sous les garanties ordinaires de fait et de droit **et sans garantie d'actif et de passif**, à Madame Marie-Laure VAN AN NGUYEN qui accepte, DEUX MILLE QUATRE CENT QUATRE VINGT QUINZE (2.495) parts sociales de 2 Euros numérotées de 1 à 2.495 lui appartenant dans la Société.

Madame Marie-Laure VAN AN NGUYEN devient l'unique propriétaire des parts cédées à compter de ce jour et est subrogée dans tous les droits et obligations attachés à ces parts, sans exceptions ni réserves.

Le cessionnaire se conformera à compter de ce jour aux stipulations des statuts de la société qu'il déclare bien connaître pour être associé qu'aux obligations légales nées de la condition d'associé. Il jouira à compter de ce jour de tous les droits attachés à cette condition.

Le cessionnaire aura seul droit aux dividendes susceptibles d'être attribués auxdites parts au titre des résultats de l'exercice en cours.

PRIX

La présente cession est consentie et acceptée moyennant le prix principal de CINQUANTE MILLE Euros (50.000 Euros), que Madame Marie-Laure VAN AN NGUYEN a payé à l'instant même à Monsieur Dominique RUEDAS, qui le reconnaît et lui en donne valable et définitive quittance.

DONT QUITTANCE

DECLARATIONS DU CEDANT ET DU CESSIONNAIRE

Le cédant déclare :

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement et ne font l'objet d'aucune procédure susceptible de faire obstacle à leur cession,

Le cédant et le cessionnaire déclarent en outre, chacun en ce qui le concerne :

- qu'ils ont la pleine capacité juridique pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites, qu'ils ne font l'objet d'aucune procédure d'apurement collectif du passif dans le cadre des lois et règlements en vigueur,

- et qu'ils ont la qualité de résidents au sens de la réglementation des relations financières avec l'étranger.



AGREMENT DE LA CESSION

Conformément à l'article 10 des statuts, cette cession, bien que réalisée entre associés, est soumise à l'agrément des associés.

Intervient aux présentes :

Madame Annick BIDEAU

seule autre associé de la Société, laquelle, après avoir pris connaissance de la présente cession, déclare y donner son consentement.

En conséquence, les associés sont convenus de modifier l'article 7 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

ARTICLE 7 - PARTS SOCIALES

Le capital social est fixé à la somme de DIX MILLE euros. Il est divisé en cinq mille parts égales de 2 euros chacune, intégralement libérées, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux de la manière suivante :

Madame Marie-Laure VAN AN NGUYEN,.....	4 990 parts sociales
Madame Annick BIDEAU,.....	10 parts sociales

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 5 000 parts sociales

DECLARATION POUR L'ENREGISTREMENT

Le cédant déclare que la société ABAX Conseils est soumise à l'impôt sur les sociétés et que les parts sociales cédées ont été créées en vue de rémunérer les apports effectués à la Société. Il précise que la Société n'est pas une société à prépondérance immobilière au sens de l'article 150 A bis du Code général des impôts.

FORMALITES DE PUBLICITE - POUVOIRS.

La présente cession sera signifiée à la Société dans les conditions prévues par l'article 1690 du Code civil. Toutefois, cette signification pourra être remplacée par le dépôt d'un original du présent acte au siège social contre remise par la gérance d'une attestation de ce dépôt.

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'originaux ou de copies des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de dépôt et de publicité.

✓

AB

FRAIS

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront la conséquence seront supportés par le cessionnaire, qui s'y oblige, à l'exception de ceux concernant la modification des statuts qui seront supportés par la Société.

Fait à SAINT FONS

Le 8 mars 2004

En SIX originaux

Le Cédant

Monsieur Dominique RUEDAS*

*Bon pour cession de deux mille
quatre cent quatre vingt quinze
(2495) parts sociales*

Madame Annick BIDEAU

Le Cessionnaire

Madame Marie Laure VAN AN NGUYEN



Enregistré à : RECETTE ELARGIE DES IMPOTS DE LYON 3 EME

Le 06/04/2004 Bordereau n°2004/321 Case n°20

Ext 1368

Enregistrement : 1 849 €

Timbre : 72 €

Total liquidé : mille neuf cent vingt et un euros

Montant reçu : mille neuf cent vingt et un euros

L'Agent

Françoise MICHEL



* Signature précédée de la mention manuscrite « Bon pour cession de deux mille quatre cent quatre vingt quinze (2.495) parts sociales »

Abax Conseils
Société à responsabilité limitée
au capital de 10 000 euros
Siège social : 8 Avenue Henri Barbusse
69 190 Saint-Fons
B 398 482 448 RCS Lyon

**TEXTE DES RESOLUTIONS PROPOSEES A L'ASSEMBLEE GENERALE
EXTRAORDINAIRE DU 31 DECEMBRE 2004**

PREMIERE RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'agréer en qualité de nouvel associé, conformément à la loi et à l'article N° 10 des statuts :

Monsieur FONTANA Didier, 1014 Montée Neuve 01 700 Miribel

DEUXIEME RESOLUTION

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de la cession de parts autorisée sous la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier comme suit l'article N° 7 des statuts .

TROISIEME RESOLUTION

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance de la cession de parts intervenue entre :

Monsieur RUEDAS Dominique et Madame VAN NGUYEN 1014 Montée Neuve 01 700 Miribel

aux termes d'un acte en date du 08 Mars 2004, décide de modifier comme suit l'article N°7 des statuts, pour tenir compte de la nouvelle répartition des parts :

« ARTICLE N°7 – Capital social

Le capital social est fixé à la somme de 10 000 euros. Il est divisé en 5 000 parts de Valeur nominale 2 euros chacune, numérotées de 1 à 5 000, attribuées aux associés en proportion de leurs droits, savoir :

Madame VAN NGUYEN Marie-Laure,

à concurrence de 4 990 parts,

numérotées de 1 à 4 990, ci 4 990 parts

et

Monsieur FONTANA Didier,

à concurrence de 10 parts,

numérotées de 4 991 à 5 000, ci 10 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social :

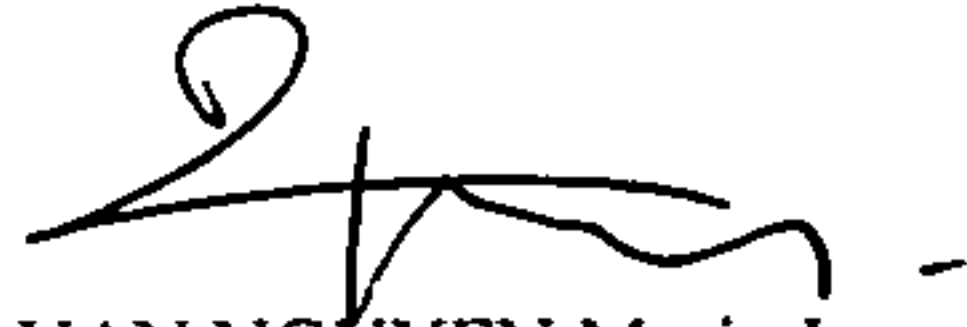
ci 5 000 parts. »

QUATRIÈME RESOLUTION

Monsieur RUEDAS Dominique est démissionnaire de son poste de Gérant. Madame Marie Laure VAN NGUYEN est désignée comme unique Gérant de la société.

CINQUIÈME RESOLUTION

L'assemblée générale extraordinaire donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités nécessaires.



Mme VAN NGUYEN Marie-Laure Gérante